



*Libres ensemble*  
**LA MARQUE AUTONOME**

**communiqué  
de presse** 

## **Quand les ministres perdent leurs privilèges, les Territoriaux attendent toujours leur Révolution !**

Le nouveau Premier ministre, Sébastien Lecornu, a cru bon d'ouvrir son mandat par une annonce présentée comme un geste d'apaisement : la non-suppression de deux jours fériés. Ce signal, censé répondre aux inquiétudes, ne trompe personne. Les agents territoriaux ne demandent pas des concessions de façade, mais des engagements clairs, concrets et ambitieux pour leur avenir.

Car les vraies attentes sont connues depuis longtemps : l'abrogation de la réforme des retraites, imposée contre l'avis massif des Françaises et des Français ; le rétablissement de la rémunération complète durant les arrêts maladie, parce qu'aucun agent public ne choisit d'être malade ; et surtout une augmentation significative du point d'indice, seul levier capable de redonner du souffle aux carrières et de protéger le pouvoir d'achat. Voilà ce qui figure en haut de la liste.

Depuis des années, les Territoriaux assistent à une parade politique désormais familière : des effets d'annonce tonitruants, relayés par les médias, suivis... de rien ou presque. Des promesses qui s'évaporent, des mesures symboliques qui ne changent pas le quotidien. Oui, la suppression de certains privilèges accordés aux anciens ministres peut flatter l'opinion publique. Oui, cela nourrit l'image d'un État qui voudrait donner l'exemple. Mais qu'on ne s'y trompe pas : pour les agents territoriaux, cette révolution de salon ne répond en rien aux urgences sociales.

Car la réalité est brutale. Les carrières sont gelées, les rémunérations stagnent, et l'inflation grignote chaque mois davantage le pouvoir d'achat. Derrière les statistiques, il y a des vies abîmées : des agents qui, malgré leur engagement quotidien au service des habitants, n'arrivent plus à se loger et dorment dans leur voiture ; des agents qui sautent des repas pour finir le mois ; des agents qui repoussent leurs soins médicaux, faute de moyens. Voilà le visage du service public d'aujourd'hui, voilà ce que vivent celles et ceux qui, chaque matin, garantissent la proximité, la solidarité et la continuité républicaine.

Alors oui, l'abolition des privilèges a valeur de symbole. Mais les Territoriaux attendent davantage que cela. Ils exigent des engagements fermes, des actes forts, des mesures capables de garantir à chacun la possibilité de vivre dignement de son travail et de l'exercer dans de bonnes conditions. Ce qui est attendu, ce n'est pas une communication habile mais une véritable rupture.

En 1789, la nuit du 4 août avait mis fin aux privilèges féodaux et ouvert une nouvelle ère d'égalité. Aujourd'hui, les agents territoriaux réclament la leur : la fin d'un système où le service public de proximité se dégrade pendant que les belles paroles se succèdent. Ils attendent la reconnaissance réelle, concrète et durable de leur rôle. Pas demain. Pas dans un hypothétique futur. Maintenant.

Car sans actes, les symboles ne sont rien. Et sans justice sociale, il n'y aura pas d'apaisement.

Charles COSSE, Secrétaire Général de l'UNSA Territoriaux

Bagnolet, le 16 septembre 2025

**Contact presse : 06 52 01 03 97 - [charles.cosse@unsa.org](mailto:charles.cosse@unsa.org)**